

# L'attractivité de la France au travers d'une sélection d'indicateurs

*L'examen des tableaux de bord et des indicateurs synthétiques publiés par des organismes tant publics que privés pour évaluer l'attractivité relative des pays conduit à souligner :*

*– l'importance de la permanence des méthodes, afin de dégager des trajectoires nationales en moyenne période et d'éviter des effets d'affichage ponctuels ;*

*– la nécessité d'une approche multicritères — de préférence aux calculs d'indices synthétiques — et de la confrontation de sources statistiques diversifiées ;*

*– l'intégration d'indicateurs de stabilité monétaire, financière et macroéconomique, renseignant sur les marges de manœuvre des pouvoirs publics.*

*Sur cette base, cet article présente un tableau de bord commenté en six rubriques : image, fiscalité, réglementation, recherche et développement, infrastructures, place financière.*

*Ce document a été préparé sur la base des travaux du réseau « Attractivité » piloté par F. Mouriaux (Direction des Études économiques et de la Recherche – SEPMF), auxquels ont également pris part E. Bataille (Secrétariat général – Direction des Entreprises), A. Duvivier (Direction générale des Opérations – DEMREP), D. Nivat (Balance des paiements), G. Moëc (Direction des Études économiques et de la Recherche – ECOET), J.-P. Renne (Direction des Études économiques et de la Recherche – SEPMF) et L. Paul (Direction des Études économiques et de la Recherche – FIPU), avec l'assistance de M.-F. Brouillard, M.-O. Bordron (Direction des Études économiques et de la Recherche – SEPMF) et N. Page (Direction des Études et des Statistiques monétaires – SASM)*

Le choix des indicateurs retenus dans cet article a été guidé par trois considérations :

- récapituler l'état de « l'attractivité constatée » au travers des données de balance des paiements ;
- illustrer les convergences de diagnostic se dessinant aujourd'hui dans les divers rapports sur la compétitivité ou l'attractivité <sup>1</sup> ;
- regrouper des données permettant d'évaluer l'attractivité de la place financière de Paris. S'il intéresse d'abord les institutions financières, ce thème influence aussi les choix de localisation des fonctions financières centrales des entreprises ou des entrepreneurs à la recherche de capital-risque <sup>2</sup>.

L'approche est structurée en six rubriques : image, fiscalité, réglementation, recherche et développement (R&D), infrastructures et place financière. Ces têtes de chapitre recoupent les thèmes d'analyse des tableaux de bord et enquêtes sur l'attractivité effectuées par des organismes tant publics que privés (cf. tableau en annexe), à l'exception du concept d'« image ». Ce dernier a été introduit car le suivi dans le temps de l'image permet d'apprécier la manière dont les politiques économiques sont perçues.

La présentation retenue — tableau de bord — nous semble la plus robuste. En effet, la construction d'indices synthétiques nécessite la mobilisation d'un nombre élevé de données élémentaires pour résumer les multiples dimensions de l'attractivité. Il faut alors effectuer des choix — pondération des composantes, sens des contributions à la valeur finale de l'indice — au détriment de la transparence du résultat. Quant à la solution des enquêtes d'opinion, elle ne peut être envisagée isolément d'une approche quantitative, car la collecte des opinions est centrée sur une catégorie précise d'intervenants — les dirigeants d'entreprise — dont les réponses sont nécessairement biaisées <sup>3</sup>.

Il importe également de présenter les indicateurs avec une certaine profondeur chronologique : une présentation pluriannuelle révèle, le cas échéant, les indicateurs fragiles (qui ont tendance à être volatiles) et permet d'inscrire tout jugement et toute décision dans le moyen terme, période de référence pour évaluer la qualité des politiques structurelles.

Les données qui ont été sélectionnées apportent une confirmation au consensus qui prévaut actuellement, selon lequel la France est une économie parmi les plus attractives : sa situation géographique est remarquable <sup>4</sup> ; la taille du marché desservi, les sources d'économies externes (infrastructures), la recherche-développement, le système financier, sont des atouts reconnus. Ils

<sup>1</sup> Cf. premier article du dossier « Le concept d'attractivité en Union monétaire ».

<sup>2</sup> Cf. deuxième article du dossier « L'attractivité des places financières ».

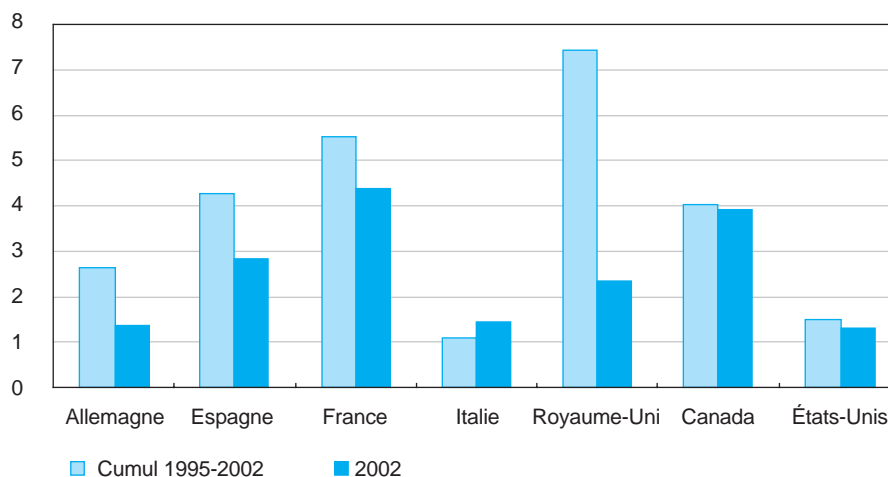
<sup>3</sup> Il est donc préférable de confronter les sources de comparaisons internationales en recourant à la formule du tableau de bord.

<sup>4</sup> La forme hexagonale du territoire correspond à la forme optimale envisagée par le géographe allemand Lösch dans sa théorie des « places centrales » (« *The economics of location* », 1940), qui explique que la disposition des activités économiques permettant de minimiser les coûts de transport pour une densité donnée de places de marché correspond à un hexagone. Par ailleurs, la France est le seul pays européen ouvert simultanément sur la mer du Nord, l'océan Atlantique et la Méditerranée.

expliquent sa position solide pour attirer les investissements étrangers, ainsi qu'illustré dans le graphique ci-dessous.

### Flux d'investissements directs à destination de sept grandes économies

(en % du PIB)



Source : Banque de France – Direction de la Balance des paiements.

Cependant, abstraction faite de la situation géographique, l'avantage relatif dans ces domaines va inéluctablement diminuer. Par exemple, les schémas directeurs d'aménagement et les fonds structurels européens représentent un puissant vecteur de convergence de la qualité des infrastructures. Ceci nécessite, à défaut de renforcer sensiblement ces atouts, d'agir prioritairement sur les points sur lequel l'attractivité relative de la France apparaît en retrait : fiscalité appliquée à certains facteurs de production mobiles (charges fiscales et sociales sur les salaires élevés, taux marginal d'impôt sur les sociétés, par exemple) ; instabilité et complexité de la réglementation, notamment sur le travail.

L'analyse des rapports et tableaux de bord existants (cf. annexe) conduit, en outre, à remarquer que les paramètres de stabilité monétaire, financière et macroéconomique sont systématiquement intégrés dans les approches. Ils sont perçus à la fois comme un préalable et comme un indicateur de marge de manœuvre des pouvoirs publics. Le message que diffusent les banques centrales concernant l'importance d'une maîtrise des finances publiques et celle des efforts à fournir dans l'accomplissement des réformes structurelles apparaît donc pleinement cohérent avec une stratégie de maintien ou d'amélioration de l'attractivité.

## 1. Indicateurs d'image

Trois types d'information peuvent être qualifiés d'« indicateurs d'image » :

- les classements établis sur la base d'indices synthétiques — tels que ceux présentés dans le premier tableau, établis par le *World Economic Forum*, l'IMD Lausanne et A.T. Kearney. Les indices synthétiques sont qualifiés « d'indicateurs d'image » dans la mesure où leur impact médiatique est important car ils sont largement diffusés et commentés. En revanche, leur pertinence économique reste à démontrer d'autant que les évolutions et les niveaux de ces indicateurs reflètent leur extrême sensibilité aux méthodes retenues (cf. annexe) ;
- les enquêtes qualitatives de perception, telles que le « Baromètre Ernst & Young » établi à partir des réponses d'un panel de deux cents « décideurs » ;
- les taux marginaux d'imposition. Ils ne renseignent pas sur le niveau de pression fiscale effective mais, parce qu'ils se prêtent facilement aux comparaisons internationales, ils contribuent à véhiculer une image fiscale susceptible d'influencer les choix de localisation (ci-dessous).

### Indicateurs synthétiques – Rang de la France

	2000	2001	2002	2003
WEF	21	20	28	26
IMD	22	25	22	
IMD			9 *	8
A.T. Kearney	12	10	5	11

World Economic Forum : *Growth competitiveness index*  
IMD Lausanne : (\*) à partir de 2002, segmentation entre  
pays de plus et moins 20 millions d'habitants

A.T. Kearney : *FDI Confidence Index*

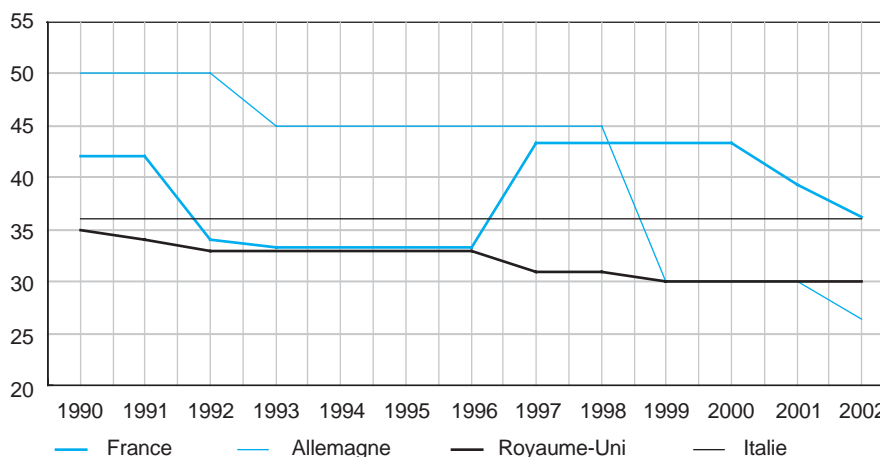
### Indicateur d'image – Rang de la France

Nombre de critères pour lesquels ...	Pays	2002	2003
...le pays est au 1 <sup>er</sup> rang	Allemagne	2	2
	France	7	7
	Royaume-Uni	7	7
...le pays est au 2 <sup>e</sup> rang	Allemagne	7	4
	France	3	2
	Royaume-Uni	2	4

D'après Baromètre Ernst & Young  
Les critères (cf. également annexe) ont légèrement évolué de 2002 à 2003. Il s'agit de seize critères portant principalement sur les thèmes suivants : qualité de vie, infrastructures, taille du marché, fiscalité, efficacité administrative, qualification et flexibilité du travail.

### Taux marginal de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises

(en % des bénéfices distribués)



Source : OCDE, Eurosysteme (*Public Finance Report* 2002)

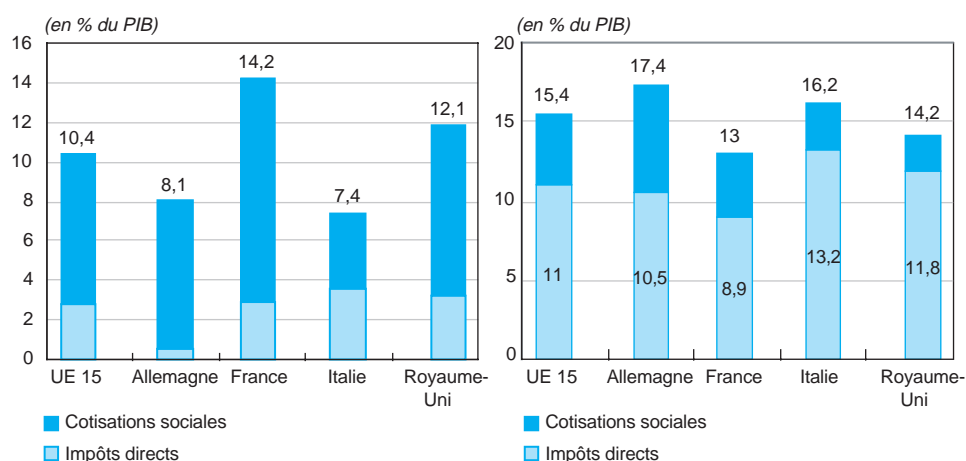
## 2. Fiscalité

Le manque de compétitivité fiscale est le handicap le plus souvent mis en avant par les études comparatives. Par exemple, selon l'enquête Ernst & Young (2003), 3 % des entreprises interrogées (contre 33 % pour le Royaume-Uni) jugent le régime français des charges fiscales d'entreprise « attractif ».

Pour évaluer l'ampleur de ce handicap, il est utile de confronter plusieurs approches :

*Pression fiscale apparente* (graphiques ci-dessous) : poids des prélèvements obligatoires dans le revenu national – ménages et entreprises ;

### Niveau d'imposition des entreprises Niveau d'imposition des ménages



Source : Eurosysteme (Public Finance Report 2002)

*Pression fiscale effective*, évaluée par des simulations permettant de tenir compte des effets de structure de la fiscalité :

- pour les entreprises, en fonction du type d'investissement et d'hypothèses sur le type de financement retenu (par exemple, simulations avec le modèle *Tax Analyser* de la Commission européenne, ci-dessous) ; les calculs de la Commission européenne distinguent des taux « effectifs marginaux », évalués pour une décision d'investissement donnée, et des taux « effectifs moyens », évalués sur l'entreprise dans son ensemble. Les deux mesures donnent des classements par pays assez proches ;

### Pression fiscale effective

(en %, 2002)			
Pays	Taux moyen effectif des impôts sur les entreprises	Part de l'impôt sur les sociétés dans l'impôt sur les entreprises	Principaux autres impôts
Allemagne	32,8	77,0	Taxe professionnelle, cotisations patronales
France	39,7	54,3	Taxe professionnelle
Pays-Bas	24,0	98,5	ns
Royaume-Uni	21,0	88,6	Impôt sur la propriété

ns = non significatif

Source : Commission européenne, DG Fiscalité et Union douanière (2001) : « La Fiscalité des entreprises dans les marchés intérieurs »

- pour les ménages, en fonction du niveau de revenu et de la situation familiale (simulations Forbes, exemple ci-dessous)

### Coût global d'un salarié

(en % du salaire brut perçu, 2003)

Pays	Salaire brut = EUR 50 000	Salaire brut = EUR 100 000
Allemagne	119,67	111,29
France	148,23	147,29
Italie	141,34	134,47
Royaume-Uni	110,15	110,97

NB : cet indicateur est pertinent pour apprécier le coût relatif à assumer par les entreprises voulant recruter des salariés fortement mobiles internationalement. Il faut tenir compte d'éventuelles différences de productivité de ces salariés entre pays, ainsi que de leur perception d'avantages « hors revenu » (système éducatif et de santé, accès aux biens culturels...) pour formuler un jugement complet.

Source : Forbes

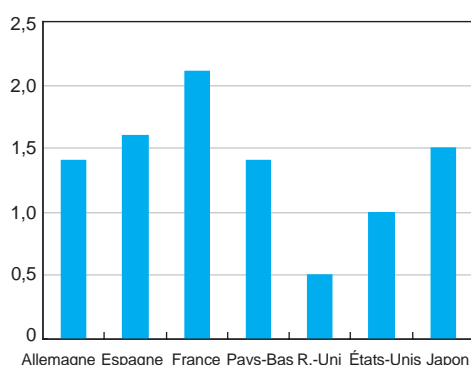
## 3. Réglementation

La réglementation est une dimension importante de l'attractivité. Par exemple, le rapport des consultants d'A.T. Kearney « *FDI confidence index report* » place « l'accroissement du poids des règlements d'État » au quatrième rang sur onze des événements susceptibles d'influencer la décision d'investissement et au premier rang des « risques majeurs ». Ressortent également les paramètres « problèmes de gouvernance » et « absence d'État de droit » (respectivement au quatrième rang des « événements » et au cinquième rang des « risques »).

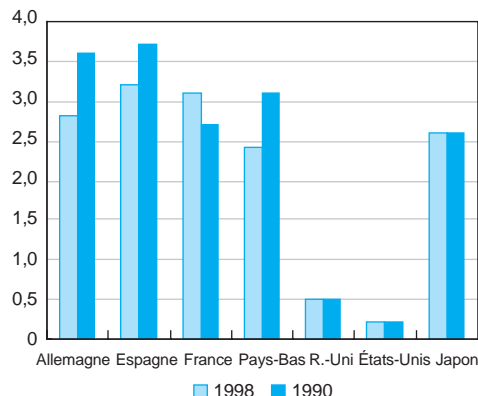
### Indicateurs synthétiques du degré de protection des marchés de biens et services et de l'emploi

(échelle de 0 à 6)

#### Biens et services



#### Emploi



Source : OCDE (2002)

D'une manière générale, les indicateurs synthétiques de réglementation placent la France parmi les pays à réglementation complexe et protectrice.

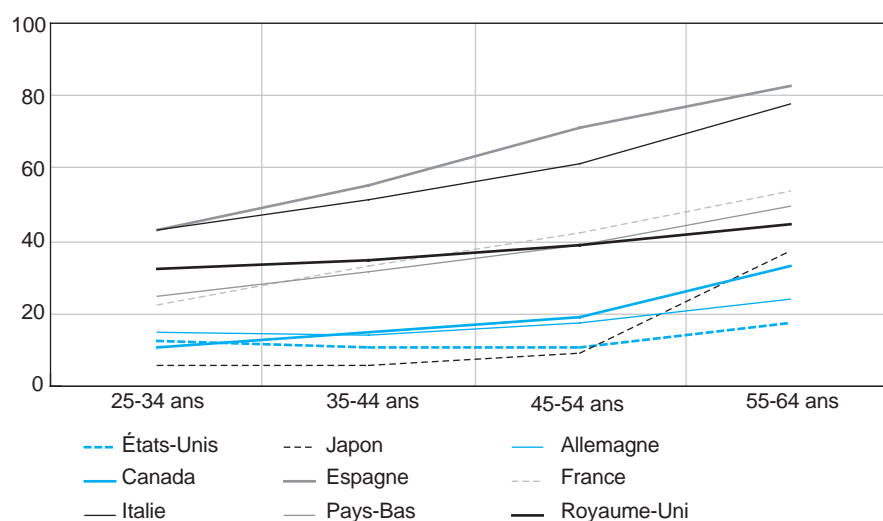
L'information donnée par ces indicateurs est mitigée, résultat cohérent avec celle ressortant du « baromètre de l'attractivité du site France » établi par Ernst & Young : un décideur sur deux (52 % en 2002, 59 % en 2003) juge la France attractive sur le critère « clarté et stabilité de l'environnement administratif et législatif de l'activité de l'entreprise ».

Elle contraste avec celle du sous-index « institutions publiques » du classement compétitivité du *World Economic Forum*, où la France est, certes, au 23<sup>e</sup> rang (sur cent deux pays) mais seulement au 10<sup>e</sup> rang des pays de l'Union européenne.

Jusqu'à présent, on pouvait avancer que le niveau élevé de productivité compensait le handicap de réglementation et de fiscalité.

Le faible taux d'emploi — il est de 63 % environ en France, contre 64 % en moyenne dans l'UE, 65 % en Allemagne et plus de 70 % au Royaume-Uni et aux Pays-Bas — et un rang moyen dans les indicateurs sur l'efficacité du système de formation (exemple ci-après) conduisent à un jugement prudent sur la capacité à maintenir le niveau de productivité dans l'avenir.

#### Population n'ayant pas atteint au moins une formation du deuxième cycle du secondaire en 2000



Source : OCDE (2003)

Dans l'hypothèse d'un ralentissement des gains de productivité, voire une diminution du niveau de celle-ci, il faudrait que d'autres paramètres d'attractivité influençant les coûts des entreprises — réglementation du travail, fiscalité et prélèvements sociaux — améliorent leur situation relative par rapport aux autres économies comparables.

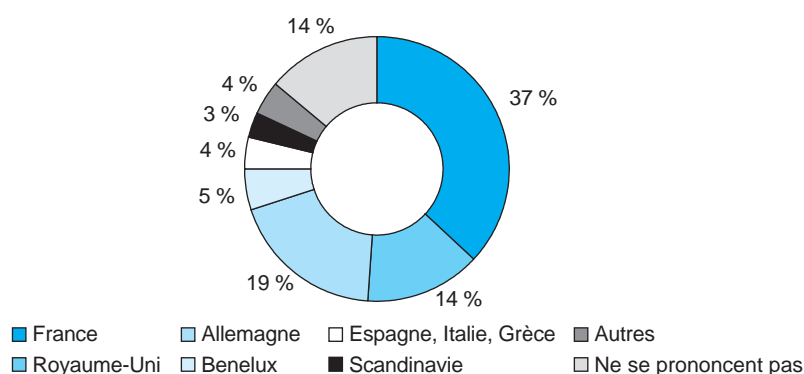
## 4. Indicateurs de recherche et développement

Une évaluation quantitative de la contribution de la recherche-développement à l'attractivité requiert des indicateurs d'effort de recherche, mais aussi de structure. Sur ce second point, les données sont très fragmentaires. Le diagnostic « impressionniste » tiré des divers graphiques ci-après reflète un acquis important, mais également la complexité d'une mesure du potentiel à moyen terme.

À noter que le Conseil de l'Union européenne a décidé que l'effort de R&D européen devrait être porté à 3 % du PIB d'ici 2010 (Sommet de Barcelone, mars 2002). En outre, le transfert de la recherche fondamentale à la recherche appliquée, ou le rythme de diffusion de la R&D, sont des éléments pesant sur les retombées économiques de cette recherche (cf. « *Benchmarking enterprise policy – Results from the 2002 scoreboard* », Commission européenne).

### Pays préféré pour l'implantation d'un centre de R&D en Europe

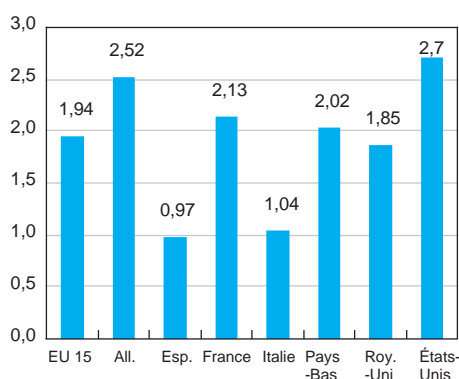
(% des réponses d'un panel d'entreprises interrogées)



Source : baromètre Ernst & Young (2003)

### Dépenses de recherche-développement Part du secteur privé dans la R&D totale

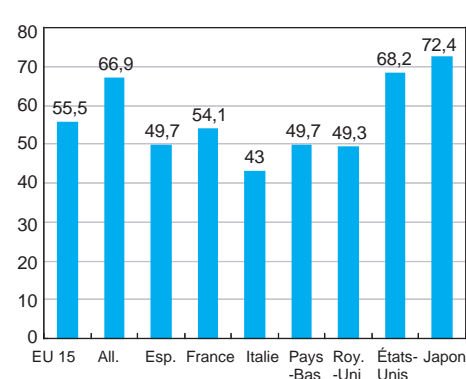
(en % du PIB)



Source : Eurostat

Dernière valeur disponible 2000 ou 2001 selon pays

(en %)

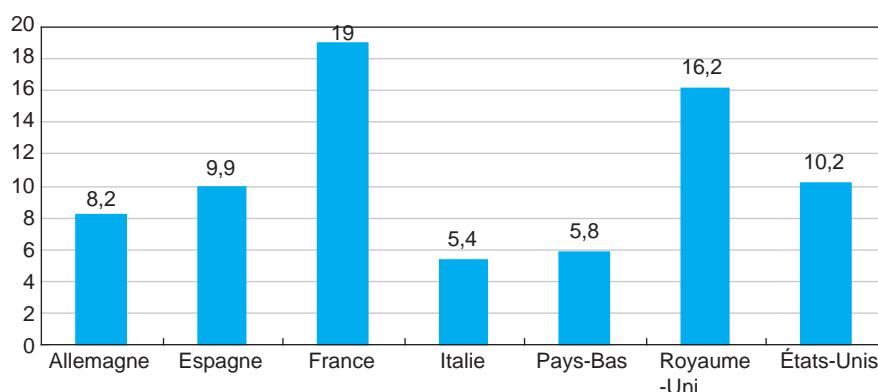


Source : Eurostat

Dernière valeur disponible 1998 à 2001 selon pays



### Nombre de diplômés de 3<sup>e</sup> cycle en sciences et technologie (par millier d'habitants de 20 à 29 ans)



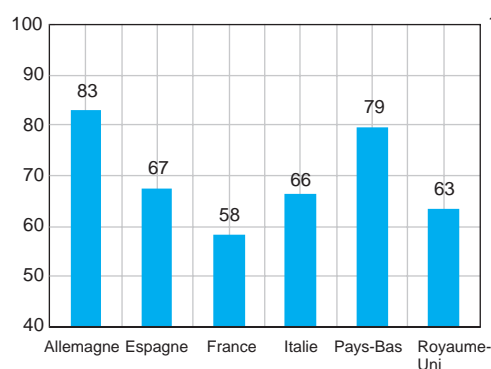
Source : Eurostat  
Dernière valeur disponible 1999 ou 2000, selon pays

## 5. Qualité des infrastructures

La qualité des infrastructures est un atout unanimement reconnu du territoire français. Elle est d'abord source d'économies externes et figure à ce titre parmi les premiers critères de choix de localisation : les décideurs le placent aux deuxième (« bénéficier de bonnes infrastructures de transport et logistiques ») et troisième rangs (« ... télécommunications ») des dix-sept critères de choix d'implantation du « baromètre » Ernst & Young — le premier critère étant la taille du marché desservi. Cette qualité est ensuite un facteur de maîtrise du risque « opérationnel ». Par exemple, le cabinet A.T. Kearney place le risque d'une rupture de la chaîne d'approvisionnement au 6<sup>e</sup> rang sur quinze des « risques potentiels » susceptibles d'écarter un territoire d'un choix d'implantation.

### Internet – Accès des entreprises

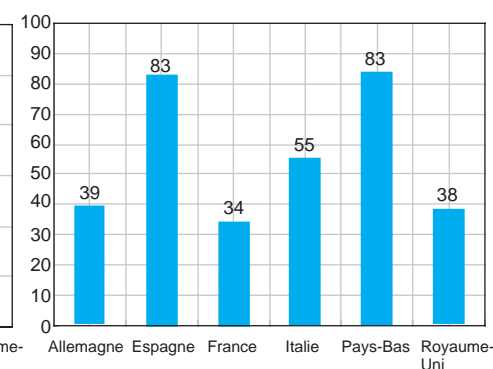
(en %)



Source : Eurostat

### Internet – Tarification moyenne de consommation

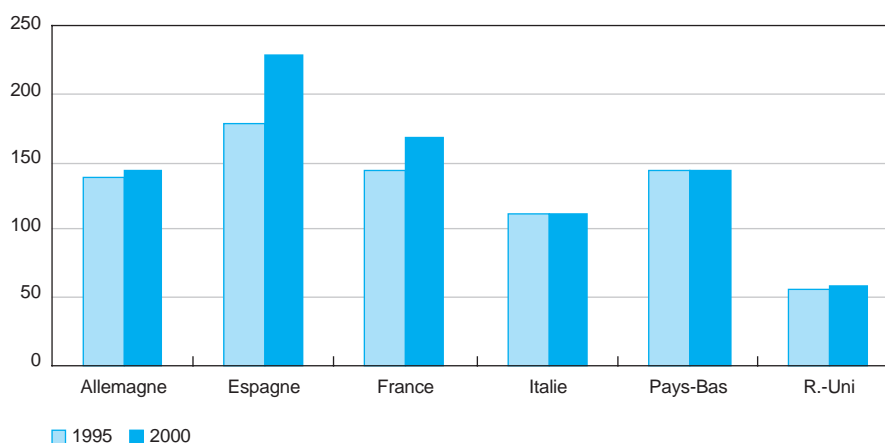
(en dollars PPA)



NB : Tarifs sur la base d'un panier d'accès internet de 40 heures via réseau téléphone commuté  
Source : OCDE, *Telecommunications Database* (mars 2003)

**Autoroutes**

(Nombre de km par millier d'habitants)



Source : Eurostat

En outre, les statistiques disponibles indiquent que ces infrastructures sont utilisées intensivement et génèrent une offre de services. À titre indicatif, le solde en balance des paiements des services en relation avec les infrastructures de transport est positif en France :

**Solde en balance des paiements des services de transport**

(en millions d'euros)

	2000	2001	2002
Solde des services de transport	642	928	1 128

Source : Balance des paiements

**Prix de l'énergie**

(Tarifs aux entreprises, en 2002)

	Électricité	Gaz
	Eur/Kwh	EUR/gigajoule
EU 15	0,06	5,42
Allemagne	0,07	6,26
France	0,06	5,09
Italie	0,08	5,50
Royaume-Uni	0,06	5,09

Source : Eurostat

**Prix en euros d'une unité****de communication téléphonique**  
(en 2002)

	Locale	Nationale	Internationale
EU 15	0,4	1,1	2,3
Allemagne	0,4	1,4	1,2
France	0,4	1,0	2,3
Italie	0,3	1,2	2,2
Pays-Bas	0,3	0,5	0,8
Royaume-Uni	0,6	1,3	3,9

NB : données pour un appel de 10 minutes (vers les États-Unis pour la colonne « internationale »).

Source : Eurostat

## 6. Indicateurs de place financière

L'article sur l'attractivité des places financières figurant dans ce dossier propose une analyse détaillée des indicateurs disponibles. On reprend ici, pour mémoire, quelques statistiques portant sur trois dimensions de l'attractivité financière : taille critique (tableau ci-dessous) ; intégration internationale (graphiques ci-après) et profondeur des segments de marché traités localement (*in fine*).

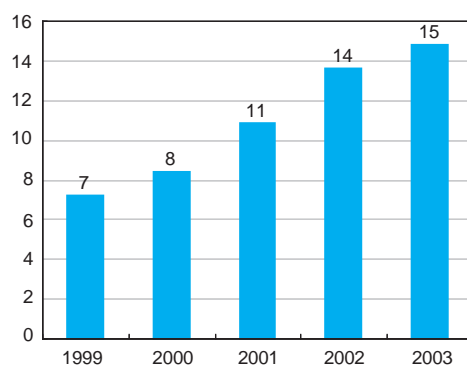
### La « Sphère financière française » dans la zone euro

	(en %)				
	1999	2000	2001	2002	2003
Part de l'épargne brute française dans celle de la zone euro	22	22	22	20	
Contribution française à M3 de la zone euro	20	20	20	20	20
Nombre des établissements de crédit français/zone euro	15	15	15	15	14
Opérations Target/zone euro (nombre d'opérations)	9	9	11	10	
Opérations Target/zone euro (montant)	26	24	25	24	

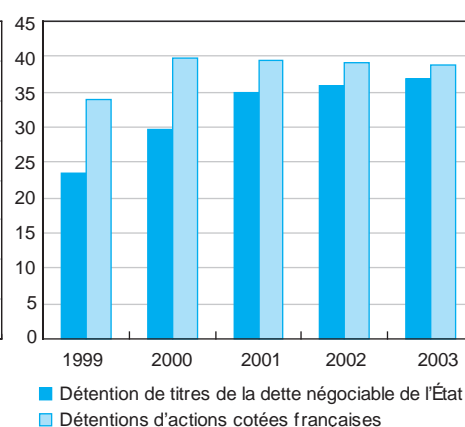
La « taille critique » doit être appréciée au regard de l'*Hinterland* financier et du potentiel d'offre des services financiers lesquels, combinés à l'intégration internationale croissante de la place de Paris, semblent générer actuellement une réelle force d'attraction.

### Encours des TCN émis par des non-résidents    Détention par les non-résidents de titres français

(en % de l'encours total)



(en % de l'encours total)



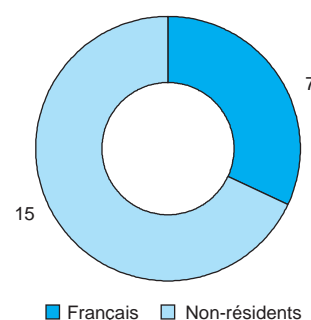
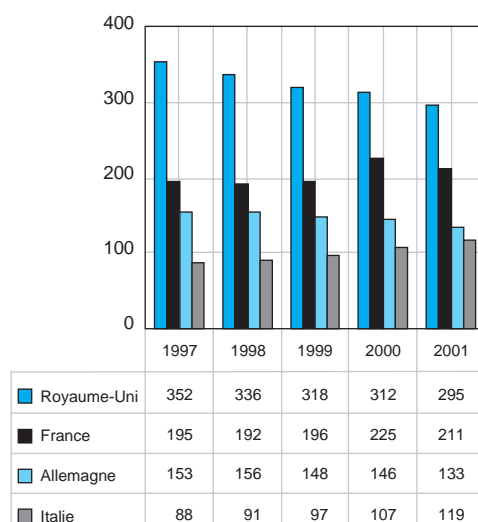
Source : Banque de France

Source : Agence France Trésor, Banque de France

Implantations d'établissements  
de crédit étrangers

## Spécialistes en valeurs du Trésor

Août 2003



Source : Banque de France – DECEI

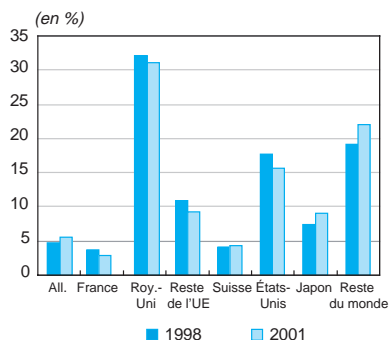
Source : Agence France Trésor

La place de Paris ne peut être qualifiée de « place généraliste », car sa position relative est modeste sur certains segments (marchés de change ou dérivés organisés, par exemple). Ceci peut contribuer à expliquer que le solde des services financiers soit déficitaire de 468 millions d'euros.

Elle occupe cependant des positions fortes sur plusieurs segments (gestion collective, marché des TCN, actions et dérivés sur actions...) qui permettent de créer un « effet de Place », lieu d'impulsion stratégique et d'échanges.

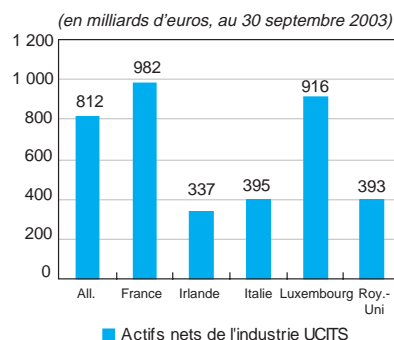
Cet effet de place repose non seulement sur des marchés liquides, mais aussi sur la localisation de centres de décisions : groupes bancaires et d'assurance. L'attractivité d'une place financière dépend aussi fortement de facteurs qualitatifs, notamment la sécurité juridique et technique (cf. article précité de ce dossier).

### Contribution des marchés au volume mondial des transactions de change



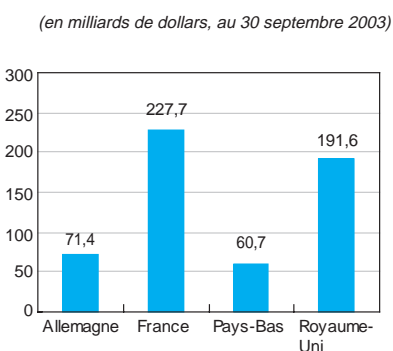
Source : BRI

### Industrie européenne de la gestion collective



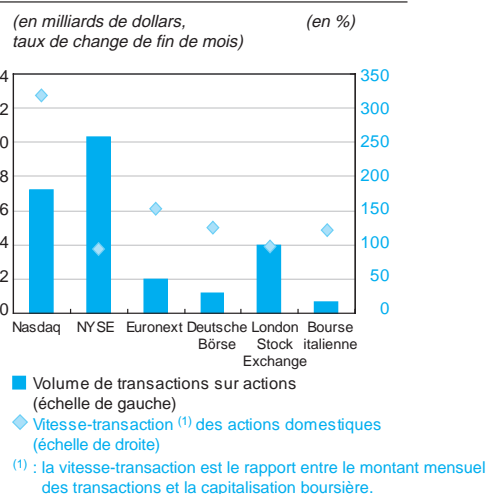
Source : FEFSI

### Titres de créances internationaux émis par les entreprises



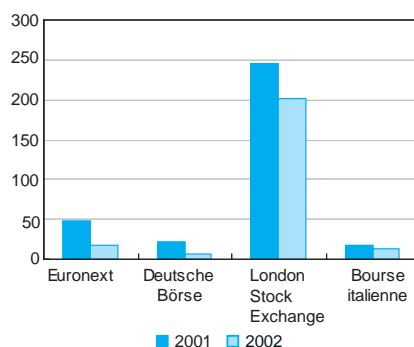
Source : BRI

### Transactions sur actions en 2002



Source : FIBV

### Nombre d'entreprises introduites en bourse sur les marchés réglementés



Source : FIBV

Organismes	Critères et sources
Organismes publics	
CNUCED (Conférence des Nations-unies sur la coopération et le développement)	<p>Le « Rapport annuel de la CNUCED sur l'investissement dans le monde » propose deux indicateurs :</p> <p>– <i>Indice de performance des IDE entrants</i> (part des IDE entrants rapportée à la part du PIB en valeur, relativement aux IDE et PIB mondiaux)</p> <p>– <i>Indice des entrées potentielles d'IDE</i>, cette seconde mesure étant fondée sur treize variables structurelles — à l'exception de la première, davantage conjoncturelle : taux de croissance du PIB, revenu par habitant, exportations, équipement en téléphone fixe et mobile, consommation d'énergie, dépenses de R&amp;D, étudiants de 3<sup>e</sup> cycle, risque-pays, exportations de ressources naturelles, importations de composants/accessoires en électronique et automobile, exportations de services, stock d'investissement domestique.</p> <p><i>Sources</i> : essentiellement des données quantitatives institutionnelles. Les données sont calculées en moyenne sur trois ans, amplifiant le caractère structurel des indicateurs.</p> <p><i>Champ d'analyse</i> : Économie mondiale (dossiers collectés pour cent quarante pays)</p>
Commission européenne – Eurostat	<p>Le rapport « <i>Benchmarking Enterprise Policy</i> » (2002) est articulé en huit thèmes : Accès au financement/Environnement réglementaire et administratif/Marchés « ouverts » et efficaces/Esprit d'entreprise/Ressources humaines/Diffusion de l'innovation et du savoir/Technologies de l'information et de la communication/développement durable.</p> <p><i>Sources</i> : quarante et un indicateurs, dont seul un (esprit d'entreprise) est tiré d'une enquête qualitative, les autres étant issus de données quantitatives institutionnelles. Les données exploitées dans ce rapport recoupent celles de trois tableaux de bord développés par ailleurs par les services de la Commission : « <i>enterprises scoreboard</i> », « <i>innovation scoreboard</i> », « <i>structural indicators</i> ». L'approche est essentiellement structurelle.</p> <p><i>Champ d'analyse</i> : Union européenne (y compris pays accédant en 2004).</p>
Agence française pour l'investissement international	<p>L'Agence publie sur son site internet une sélection d'indicateurs à l'appui d'un argumentaire mettant en avant les atouts du territoire national, avec les dimensions suivantes : taille et proximité du marché desservi/degré d'intégration internationale de l'économie/qualification et productivité de la main-d'œuvre/qualité des infrastructures : énergie, transports, télécommunications/coûts d'implantation pour les investisseurs étrangers/profondeur du marché financier local.</p> <p><i>Sources</i> : statistiques essentiellement institutionnelles et quantitatives.</p> <p><i>Champ d'analyse</i> : France</p>

Organismes	Critères et sources
Organismes privés	
A.T. Kearney	<p>A.T. Kearney publie annuellement un rapport intitulé « <i>FDI confidence Index</i> ».</p> <p>Les dimensions suivantes sont analysées : taille des marchés/taux de croissance et potentiel du marché/accès aux marchés à l'exportation/présence de concurrents/existence d'entreprises-cibles à acquérir/stabilité financière et économique/« capacités » politiques et sociales/régime fiscal/infrastructures/transparence/personnel hautement qualifié/qualité de vie</p> <p><i>Sources</i> : données d'enquête auprès d'un panel de dirigeants issus des mille plus grandes entreprises mondiales représentant 90 % des flux d'investissement directs en 2002, complétées par diverses sources statistiques. Calcul d'un « indicateur de confiance de l'investissement direct » dans lequel les variables conjoncturelles jouent un rôle équivalent à celui des variables structurelles (poids des contributions non détaillé dans le rapport). Segmentation des résultats selon l'origine géographique des décideurs interrogés.</p> <p><i>Champ d'analyse</i> : Index calculé pour vingt-cinq pays, à partir de données portant initialement sur quarante-deux pays (données quantitatives) et trente-trois pays (données d'impôts).</p>
Ernst & Young	<p>Ernst &amp; Young mène une enquête annuelle (« baromètre ») sur l'attractivité du site France, les questions étant regroupées en trois séquences devant refléter le processus de décision de ces décideurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>Critères qualifiants</i> : localisation par rapport aux marchés desservis/efficacité logistique/qualité de l'environnement</li> <li>– <i>Critères discriminants</i> : cadre réglementaire/niveau de la fiscalité/cadre financier/amélioration de la productivité</li> <li>– <i>Critères « différenciants »</i> : ces critères varient selon le type de main-d'œuvre (qualité de vie, fiscalité des <i>stock options</i> pour l'attractivité vis-à-vis des personnels hautement qualifiés...), le type de fonction (place financière pour la fonction financière...), le type de secteurs (« <i>clusters</i> » dans tel ou tel domaine selon le secteur d'activité du décideur)</li> </ul> <p><i>Sources</i> : enquête qualitative auprès de deux cents décideurs, croisées avec des données d'une base recensant environ deux mille implantations internationales en Europe.</p> <p><i>Champ d'analyse</i> : France</p>

<p>Institut International du Management et du Développement de Lausanne</p>	<p>L'IMD Lausanne publie annuellement le <i>World Competitiveness Yearbook</i>. Il couvre cinquante économies et trois cent vingt-quatre critères regroupés en quatre facteurs de compétitivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>performance économique</i> (économie domestique, commerce et investissement internationaux, emploi, prix)</li> <li>– <i>efficacité du gouvernement</i> (finances publiques, fiscalité, institutions, droit des affaires, environnement social)</li> <li>– <i>efficacité des entreprises</i> (productivité, marché du travail, finances, pratiques managériales, attitudes et valeurs)</li> <li>– <i>infrastructures</i> (infrastructures de base, technologiques, scientifiques, santé-environnement, éducation)</li> </ul> <p>IMD-Lausanne a introduit depuis 2002 une segmentation selon la taille de l'économie (plus ou moins 20 millions d'habitants), et un calcul de l'indicateur pour huit régions — dont l'Île de France et Rhône-Alpes.</p> <p><i>Sources</i> : Données quantitatives institutionnelles et données d'une enquête <i>ad hoc</i> menée auprès de 4 256 répondants — essentiellement pour les dimensions « Efficacité » du gouvernement et des entreprises.</p> <p><i>Champ d'analyse</i> : trente pays de plus de 20 millions d'habitants et vingt-neuf pays de moins de 20 millions d'habitants</p>
<p>World Economic Forum</p>	<p>Le <i>World Economic Forum</i> publie annuellement le <i>Global Competitiveness Report</i>.</p> <p>Deux indices sont calculés :  <i>Growth Competitiveness Index</i>, lui-même composé des sous-index :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>environnement macroéconomique</i> : stabilité économique/bonne gestion publique (« <i>public waste</i> »)/risque-pays</li> <li>– <i>institutions publiques</i> : environnement juridique/corruption</li> <li>– <i>technologie</i> : innovation/technologies de l'information et de la communication/transferts de technologie</li> </ul> <p><i>Microeconomic competitiveness index</i>, lui-même composé des sous-index :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– « <i>sophistication des stratégies d'entreprise</i> » (les critères de sophistication étant différenciés selon l'une des trois classes reflétant le niveau de développement des pays concernés)</li> <li>– <i>qualité de l'environnement d'affaires</i> (selon un modèle « à la Porter » combinant les dimensions « client », « fournisseur », « rivalité sectorielle », « ressources internes »). Chaque dimension est définie par des composantes élémentaires dont la pondération est déterminée à dire d'expert, pour le GCI, et par l'économétrie (régressions bi-variées avec le PIB/hab en variable dépendante), pour le MCI. On dénombre trente-cinq composantes élémentaires pour le GCI (dont vingt-trois tirées d'enquête) et soixante et onze pour le MCI, dont une majorité tirées d'enquêtes (détails méthodologiques non fournis). Cent deux pays sont couverts. Bien que le classement soit en liste unique, les composantes élémentaires ou leurs pondérations varient selon le profil des pays.</li> </ul> <p><i>Champ d'analyse</i> : cent deux pays</p>